FP

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 42.770/4
DU 4 JUIN 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre du Budget, le 5 avril 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé de trente jours [(*)], sur un projet d'arrêté royal "portant les dispositions particulières concernant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion", a donné l'avis suivant :

(*) Par courriel du 12 avril 2007.

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

Portée du projet

La carrière des agents de l'État fait l'objet, depuis plusieurs années, d'une réforme en profondeur connue sous le nom de réforme Copernic.

L'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'État intègre les carrières communes des niveaux 2+, 2, 3 et 4 des ministères dans les nouvelles carrières des niveaux B, C et D des services publics fédéraux. L'arrêté royal du 4 août 2004 relatif à la carrière du niveau A

des agents de l'État règle l'intégration des carrières communes du niveau 1 dans les nouvelles carrières du niveau A.

Concernant les grades particuliers, le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 5 septembre 2002, précité, dispose comme suit [1] :

> "La problématique des grades particuliers doit encore être traitée dans le cadre des négociations sectorielles. Il sera insisté auprès des différents services publics pour qu'ils intègrent autant que possible les carrières de ces grades particuliers dans cette nouvelle carrière commune. Seules les carrières particulières pour lesquelles il existe un besoin fonctionnel, peuvent continuer à exister. Pour ces carrières particulières, les lignes de force de la modernisation doivent être suivies au maximum."

En ce qui concerne le Service public fédéral Finances, l'intégration des grades particuliers dans les nouvelles carrières est réalisée par les deux arrêtés royaux suivants :

- pour les niveaux B, C et D (anciennement niveaux 2+, 2, 3 et 4), par l'arrêté royal du 3 mars 2005 portant réforme de la carrière particulière de certains agents du Service public fédéral Finances et de l'Administration des pensions du Ministère des Finances et portant diverses dispositions visant à l'exécution de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'État;

- pour le niveau A (anciennement niveau 1), par l'arrêté royal du 15 septembre 2006 portant intégration dans le niveau A des titulaires d'un grade particulier du niveau 1 au Service public fédéral Finances et au Service des Pensions du Secteur public.

Le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances fait l'objet d'un arrêté royal du 3 mars 2005 portant dispositions particulières concernant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances et du ministère des Finances. Cet arrêté a été modifié, en ce qui concerne essentiellement les échelles de traitement du niveau A, par un arrêté royal du 27 avril 2007 portant modification de l'arrêté royal du 3 mars 2005 portant dispositions particulières concernant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances et du Ministère des Finances.

---

[1] Introduction, alinéa 4.

L'arrêté royal du 15 mai 2001 portant création du Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion comporte un article 2, § 4, libellé comme suit :

> "Le Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion reprend, à la date fixée par le ministre qui a le budget dans ses attributions, les services de l'Administration du Budget et du Contrôle des dépenses du Ministère des Finances."

La date visée dans la disposition précitée a été fixée au 1er janvier 2003 par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2002 exécutant l'arrêté royal du 15 mai 2001 portant création du Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion.

L'arrêté royal en projet arrête le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion. Les dispositions envisagées sont largement semblables à celles régissant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances, dont provient le personnel visé par le projet. L'intégration de ces personnes dans le Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion doit en effet se faire dans le respect de l'article 6 de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 portant diverses dispositions concernant la mise en place des services publics fédéraux et des services publics fédéraux de programmation, qui garantit aux membres du personnel transférés et intégrés dans les services publics fédéraux le maintien des avantages administratifs et pécuniaires dont ils bénéficiaient dans leur service d'origine.

Compétence et base juridique

L'arrêté royal en projet trouve sa base juridique dans les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution.

Nécessité d'un rapport au Roi

L'article 21 du projet déroge à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État sur un point particulier. L'article 12 du projet permet par ailleurs au Roi de déroger aux dispositions concernant les mesures de compétences, les formations certifiées et les allocations de compétences qui sont contenues notamment dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937, précité, par un arrêté royal non délibéré en Conseil des ministres.

Il ressort des dispositions combinées des articles 6 et 116 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, précité, que le présent projet doit dès lors être délibéré en Conseil des ministres, ce qui a été le cas, et faire l'objet d'un rapport au Roi [(2)].

Réserves quant à l'étendue de l'examen auquel il a été procédé

Compte tenu du délai imparti et de la complexité de la matière, il n'a pas été possible de vérifier si toutes les dispositions du projet sont conformes aux principes d'égalité et de non-discrimination. Il n'a pas pu être vérifié non plus si le projet assure la nécessaire cohérence avec les autres réglementations relatives à la carrière des agents. Il appartient à l'auteur du projet de vérifier soigneusement si ces principes et exigences sont respectés par le projet.

Par ailleurs, la circonstance que des observations sont formulées sur certaines dispositions du projet ne signifie pas que ces observations sont exhaustives, ni que les dispositions sur lesquelles il n'est pas été fait d'observation échappent nécessairement à toute critique.

Pour le surplus, dans la mesure où de nombreuses dispositions du projet sont inspirées de l'arrêté royal du 3 mars 2005 portant dispositions particulières concernant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances et du Ministère des Finances, modifié par l'arrêté royal du 27 avril 2007, il est renvoyé aux avis 37.964/2 donné le 13 janvier 2005 et 42.416/2, donné le 26 mars 2007, au sujet des projets devenus les arrêtés précités.

Sous ces réserves, l'arrêté royal en projet appelle les observations suivantes.

---

(2) Voir l'article 116 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, précité : "... fera l'objet d'un arrêté motivé, délibéré en Conseil des Ministres".

Observations particulières

Préambule

Alinéa 2

L'alinéa 2 sera rédigé comme suit :

"Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné les 19 janvier 2007 et 14 mars 2007".

Alinéas 3 et 4

Aux alinéas 3 et 4, il y a lieu de préciser les dates auxquelles ont été donnés les accords, respectivement de la Ministre du Budget et du Ministre de la Fonction publique.

Alinéa 5 nouveau (à insérer)

Le projet déroge, notamment dans son article 21, à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État. Conformément à l'article 6, § 2, de cet arrêté, il a donc été soumis à l'avis préalable du comité de direction du Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion. L'accomplissement de cette formalité préalable doit être mentionné dans un alinéa 5 nouveau à insérer.

Alinéa 5 (devenant alinéa 6)

L'alinéa 5 (devenant l'alinéa 6) doit être complété par l'indication de la date du protocole de négociation du Comité de secteur I.

Alinéa 6 (devenant alinéa 7)

À l'alinéa 6 (devenant l'alinéa 7), il convient d'ajouter le numéro de l'avis du Conseil d'État, sa date, et la précision que cet avis a été donné en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Ministres proposants

Pour les raisons exposées dans l'observation générale "Nécessité d'un rapport au Roi", la mention des ministres proposants sera complétée par les mots :

"et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil".

Dispositif

Article 4

1. À l'alinéa 1er, dans le texte français, il y a lieu de remplacer chaque fois "la colonne 1" par "la colonne 3".

2. Sous le point "D. Grades relevant du niveau D", "1/. Collaborateur financier", figure un point a. auquel ne correspond aucune explication. Ce point doit être complété.

Il convient par ailleurs de mieux faire ressortir si l'échelle de traitement DF1 correspond au point 1/. a. et si l'échelle de traitement DF2 correspond au point 1/.b.

De manière plus générale, il convient pour l'ensemble du projet de veiller au bon alignement des différentes colonnes et rubriques des divers tableaux.

Article 11

Au paragraphe 2, les versions française et néerlandaise de l'alinéa 2 doivent être inversées de manière à être placées dans la colonne correspondant à leur version linguistique respective.

Article 14

Invitée à préciser s'il avait été tenu compte de l'observation formulée par l'inspecteur des finances (3) au sujet du complément de traitement prévu à l'article 14 du projet, la déléguée du ministre a répondu comme suit :

> "De opmerking van de inspectie van Financien betreft het huidig art.14 van het ontwerp betreffende de bezoldigingsregeling. Dit artikel heeft als doelstelling een rechtsbasis te scheppen voor de betaling van de weddecomplementen voor de titularissen van de graden vermeld in dit artikel vanaf 01/01/2003 (datum van overheveling van het personeel van het ministerie van Financiën naar de FOD B&B) en voor de periode dat zij titularis blijven van de graad vermeld in het artikel. Het KB van 19 juli 2001 voorziet namelijk juist dat de personeelsleden overgeheveld worden met behoud van die weddetoelage.Er is dus geen tegenspraak met het KB van 19/07/2001 aangezien art. 14 enkel de rechtsbasis schept voor de verdere uitbetaling van deze toelage."

Cette explication devrait figurer dans le rapport au Roi.

Article 21

Entre les mots "Par dérogation à l'article 70, § 1er, 2/" et les mots "portant le statut des agents de l'État", il y a lieu d'insérer les mots "de l'arrêté royal du 2 octobre 1937".

---

(3) Dans son avis du 19 janvier 2007 (point 3.2.2.), l'inspecteur des finances a formulé l'observation suivante au sujet de ce complément de traitement :
"Il en va de même pour le complément de traitement prévu à l'article 13 du même projet d'arrêté. Selon l'administration, il s'agirait de couvrir la période transitoire débutant à la date de création du SPF Budget et Contrôle de la Gestion. Pour les niveau A, il s'agit de la période allant du 01/01/03 au 30/11/04. Cette disposition semble en contradiction avec les articles 6 et 7 de l'arrêté royal du 19/07/2001 (voir également le point 1.1. ci-dessus)."

Article 29

Il conviendrait de justifier dans le rapport au Roi les différentes dates d'entrée en vigueur prévues à l'article 29 du projet. Sur ce point, il est renvoyé à l'avis 42.769/4, donné ce jour sur le projet d'arrêté royal portant réforme de la carrière particulière de certains agents du Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion [(4)].

Plutôt que d'écrire dans la phrase liminaire de l'article 29 du projet "produit ses effets, comme suit", il convient d'écrire "produit ses effets aux dates suivantes".

Observation finale

Compte tenu du nombre limité d'articles, la section de législation n'aperçoit pas l'utilité de subdiviser l'arrêté en chapitres et en sections.

---

(4) Observation sous l'article 49.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT Ph. HANSE

FP

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.770/4
VAN 4 JUNI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 5 april 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen verlengd met dertig dagen (*), van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de bijzondere bepalingen met betrekking tot bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole", heeft het volgende advies gegeven :

(*) Bij e-mail van 12 april 2007.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

Strekking van het ontwerp

De loopbaan van het rijkspersoneel wordt sinds verschillende jaren grondig hervormd; deze hervorming staat bekend onder de naam Copernicus-hervorming.

Het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen neemt de gemene loopbanen van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 van de ministeries op in de nieuwe loopbanen van de niveaus B, C en D van de federale overheidsdiensten. Het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 betreffende de loopbaan van niveau A van het Rijkspersoneel regelt de opneming van de gemene loopbanen van niveau 1 in de nieuwe loopbanen van niveau A.

Wat de bijzondere graden betreft, wordt in het verslag aan de Koning dat voorafgaat aan het voormelde koninklijk besluit van 5 september 2002 het volgende gesteld [(1)] :

> "De problematiek van de bijzondere graden dient nog in het kader van sectorieel overleg te worden behandeld. Er zal wel bij de verschillende openbare diensten op worden aangedrongen de loopbanen van deze bijzondere graden zoveel mogelijk in deze gemene loopbaan in te passen. Enkel bijzondere loopbanen die functioneel verantwoord zijn, kunnen blijven bestaan. Voor deze bijzondere loopbanen dienen de krachtlijnen van de modernisering maximaal te worden toegepast."

Voor de Federale Overheidsdienst Financiën is de opneming van de bijzondere graden in de nieuwe loopbanen geschied bij de volgende twee koninklijke besluiten :

- voor de niveaus B, C en D (voorheen de niveaus 2+, 2, 3 en 4), bij het koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende hervorming van de bijzondere loopbaan van sommige ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën en de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën en houdende diverse bepalingen tot uitvoering van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen;

- voor niveau A (voorheen niveau 1), bij het koninklijk besluit van 15 september 2006 houdende de integratie in het niveau A van de titularissen van een bijzondere graad van het niveau 1 bij de Federale Overheidsdienst Financiën en de Pensioendienst voor de Overheidssector.

---

(1) Inleiding, vierde lid.

De bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën wordt geregeld in een koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende de bijzondere bepalingen met betrekking tot de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën en het Ministerie van Financiën. Dit besluit is, hoofdzakelijk wat de salarisschalen van niveau A betreft, gewijzigd bij een koninklijk besluit van 27 april 2007 tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende de bijzondere bepalingen met betrekking tot de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën en het Ministerie van Financiën.

Het koninklijk besluit van 15 mei 2001 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole bevat een artikel 2, § 4, luidend :

> "De Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole neemt, op de datum vastgesteld door de minister tot wiens bevoegdheid Begroting behoort, de diensten van de Administratie van de Begroting en de Controle op de Uitgaven van het Ministerie van Financiën over."

De datum bedoeld in de voornoemde bepaling is bij het ministerieel besluit van 17 december 2002 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 15 mei 2001 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole vastgesteld op 1 januari 2003.

Het ontworpen koninklijk besluit stelt de bezoldigingsregeling vast van het personeel van de Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole. De ontworpen bepalingen zijn grotendeels dezelfde als die welke de bezoldigingregeling vaststellen van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën, waar het personeel vandaan komt waarvan sprake is in het ontwerp. Het opnemen van deze personen in de Federale Overheidsdienst Budget en beheerscontrole moet immers geschieden met inachtneming van artikel 6 van het koninklijk besluit van 19 juli 2001 houdende diverse bepalingen betreffende de inwerkingstelling van de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten, dat de overgedragen en in de federale overheidsdiensten geïntegreerde personeelsleden garandeert dat ze de administratieve en geldelijke voordelen behouden die ze hadden in hun dienst van herkomst.

Bevoegdheid en rechtsgrond

Het ontworpen koninklijk besluit ontleent zijn rechtsgrond aan de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet.

Noodzaak van een verslag aan de Koning

Artikel 21 van het ontwerp wijkt op een bepaald punt af van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel. Op grond van artikel 12 van het ontwerp kan de Koning bovendien, bij een koninklijk besluit vastgesteld zonder overleg in de Ministerraad, afwijken van de bepalingen betreffende de competentiemetingen, de gecertificeerde opleidingen en de competentietoelagen die onder meer vervat zijn in het voormelde koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

Uit de gezamenlijke bepalingen van de artikelen 6 en 116 van het voormelde koninklijk besluit van 2 oktober 1937 blijkt dat het onderhavige ontwerp bijgevolg moet worden vastgesteld na overleg in de Ministerraad, wat geschied is, en dat er een verslag aan de Koning moet worden bijgevoegd [(2)].

Voorbehoud ten aanzien van de omvang van het onderzoek dat is verricht

Gelet op de toegemeten termijn en de complexiteit van de aangelegenheid, is het niet mogelijk geweest na te gaan of alle bepalingen van het ontwerp in overeenstemming zijn met de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie. Er is evenmin kunnen worden onderzocht of het ontwerp zorgt voor de noodzakelijke samenhang met de andere regelgevingen betreffende de loopbaan van ambtenaren. De steller van het ontwerp behoort zorgvuldig na te gaan of met het ontwerp deze beginselen en vereisten in acht worden genomen.

---

(2) Zie artikel 116 van het voormelde koninklijk besluit van 2 oktober 1937 : "... zal het voorwerp zijn van een in Ministerraad overlegd besluit".

Wanneer bovendien over sommige bepalingen van het ontwerp opmerkingen worden gemaakt, betekent dit niet dat deze opmerkingen exhaustief zijn, noch dat de bepalingen waarover geen opmerking is gemaakt noodzakelijkerwijs niet aan kritiek blootstaan.

Daar talrijke bepalingen van het ontwerp gebaseerd zijn op het koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende bijzondere bepalingen met betrekking tot de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën en het Ministerie van Financiën, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 april 2007, wordt voor het overige verwezen naar de adviezen 37.964/2, gegeven op 13 januari 2005, en 42.416/2, gegeven op 26 maart 2007, over de ontwerpen die hebben geleid tot de voormelde besluiten.

Onder dit voorbehoud geeft het ontworpen koninklijk besluit aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Tweede lid

Het tweede lid moet als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 19 januari 2007 en 14 maart 2007".

Derde en vierde lid

In het derde en vierde lid moet worden aangegeven op welke data de Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken respectievelijk hun akkoordbevinding hebben gegeven.

Nieuw vijfde lid (in te voegen)

Het ontwerp, inzonderheid artikel 21 ervan, wijkt af van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel. Overeenkomstig artikel 6, § 2, van dit besluit, is het dus vooraf ter fine van advies voorgelegd aan het directiecomité van de Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole. Het vervullen van dit voorafgaande vormvereiste moet worden vermeld in het in te voegen nieuwe vijfde lid.

Vijfde lid (dat het zesde lid wordt)

Het vijfde lid (dat het zesde lid wordt) moet worden aangevuld met de vermelding van de datum van het protocol van onderhandelingen van sectorcomité I.

Zesde lid (dat het zevende lid wordt)

In het zesde lid (dat het zevende lid wordt) dienen het nummer en de datum van het advies van de Raad van State te worden toegevoegd, met de precisering dat dit advies verstrekt is met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Voordragende Ministers

Om de redenen die worden opgegeven in de algemene opmerking "Noodzaak van een verslag aan de Koning", moet de vermelding van de voordragende ministers worden aangevuld met de woorden :

"en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers".

Dispositief

Artikel 4

1. In het eerste lid dient in de Franse tekst telkens "la colonne 1" vervangen te worden door "la colonne 3".

2. Onder punt "D. Graden behorend tot niveau D", "1/. Financieel medewerker", komt een punt a. voor waarmee geen enkele uitleg overeenstemt. Dit punt moet worden aangevuld.

Bovendien moet duidelijker tot uiting komen of weddeschaal DF1 overeenstemt met punt 1/.a. en of weddeschaal DF2 overeenstemt met punt 1/. b.

Meer in het algemeen dient er voor geheel het ontwerp te worden op toegezien dat de verschillende kolommen en rubrieken van de onderscheiden tabellen op correcte wijze overeenstemmen met elkaar.

Artikel 11

In paragraaf 2 dienen de Nederlandse en de Franse versie van het tweede lid van plaats te worden verwisseld zodat ze komen te staan in de kolom die overeenstemt met hun respectieve taalversie.

Artikel 14

Op de vraag of rekening was gehouden met de opmerking van de inspecteur van financiën [3] in verband met het weddecomplement waarin artikel 14 van het ontwerp voorziet, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord :

> "De opmerking van de inspectie van Financien betreft het huidig art.14 van het ontwerp betreffende de bezoldigingsregeling. Dit artikel heeft als doelstelling een rechtsbasis te scheppen voor de betaling van de weddecomplementen voor de titularissen van de graden vermeld in dit artikel vanaf 01/01/2003 (datum van overheveling van het personeel van het ministerie van Financiën naar de FOD B&B) en voor de periode dat zij titularis blijven van de graad vermeld in het artikel. Het KB van 19 juli 2001 voorziet namelijk juist dat de personeelsleden overgeheveld worden met behoud van die weddetoelage.Er is dus geen tegenspraak met het KB van 19/07/2001 aangezien art. 14 enkel de rechtsbasis schept voor de verdere uitbetaling van deze toelage."

Deze uitleg zou moeten worden opgenomen in het verslag aan de Koning.

---

(3) In zijn advies van 19 januari 2007 (punt 3.2.2.) heeft de inspecteur van financiën de volgende opmerking gemaakt over dat weddecomplement :
"Il en va de même pour le complément de traitement prévu à l'article 13 du même projet d'arrêté. Selon l'administration, il s'agirait de couvrir la période transitoire débutant à la date de création du SPF Budget et Contrôle de la Gestion. Pour les niveau A, il s'agit de la période allant du 01/01/03 au 30/11/04. Cette disposition semble en contradiction avec les articles 6 et 7 de l'arrêté royal du 19/07/2001 (voir également le point 1.1. ci-dessus)."

Artikel 21

Tussen de woorden "In afwijking van artikel 70, § 1, 2/" en de woorden "houdende het statuut van het Rijkspersoneel" dienen de woorden "van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937" te worden ingevoegd.

Artikel 29

In het verslag aan de Koning zouden de verschillende data van inwerkingtreding vastgesteld in artikel 29 van het ontwerp moeten worden gerechtvaardigd. Daaromtrent wordt verwezen naar advies 42.769/4, heden verstrekt over het ontwerp van koninklijk besluit houdende hervorming van de bijzondere loopbaan van sommige ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole [(4)].

In plaats van in de inleidende zin van artikel 29 van het ontwerp te schrijven "treedt in werking als volgt", schrijve men "heeft uitwerking met ingang van :".

Slotopmerking

Gelet op het beperkt aantal artikelen, ziet de afdeling wetgeving er het nut niet van in het besluit in te delen in hoofdstukken en afdelingen.

---

(4) Opmerking onder artikel 49.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY, J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

C. GIGOT Ph. HANSE